PROCES VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 09 DECEMBRE 2011

Monsieur le Maire déclare la séance ouverte à 19h05 en présence d'auditeurs. Il souhaite la bienvenue à tous. Il excuse les absences de Mesdames Danièle MILLIEZ, Sylvie RATAJCZAK, de Messieurs Philippe ANSART, Christophe JENDRZEJEWSKI qui ont respectivement donné pouvoir à Mesdames Claudine LORTHORS, Francine HAYEZ, Messieurs Francis MARIAGE et Francis BERKMANS. Madame Véronique PETIT absente jusqu'à 19h30, avait donné pouvoir à Madame Evelyne LEGRAND.

Le secrétariat de séance est assuré par Madame Francine HAYEZ, Adjointe au Maire.

QUESTIONS PREALABLES

Monsieur le Maire sollicite :

- Le retrait du point n°7 de l'ordre du jour relatif à l'octroi d'une subvention exceptionnelle à l'Association « ESCAUTPONT JADIS ».
- L'ajout d'un point supplémentaire à l'ordre du jour :
  - Cession à la SOFIM des parcelles cadastrées section AC n° 200-393-509 et 515 sises rue Ghesquière appartenant à la commune – délibération de principe

Vote : pour à l'unanimité

Monsieur le Maire nous informe de deux décisions qu'il a prises dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

DECISION DU 15 NOVEMBRE 2011

Le marché de Maîtrise d'œuvre concernant le « remplacement d'un préfabriqué à l'Ecole Maternelle BRUNEHAUT (Salle de repos) – 118, Rue Jean Jaurès à ESCAUTPONT » est confié à :

	COUT HT	COUT TTC
Monsieur Jean-Jacques LIEN – Architecte DESA à VALENCIENNES	3 900,00 €	4 664,40 €

DECISION DU 30 NOVEMBRE 2011

La fourniture et la livraison des 523 colis du Noël des Aînés (+ ou – 20 %) sont confiées à la société LOU BERRET à GROLEJAC (PERIGORD NOIR) :

MONTANT TOTAL DU COUT DES COLIS : 9 607,56 € H.T (10 281,80 € T.T.C).

1. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU 04 NOVEMBRE 2011.

Vote : pour à l'unanimité

2. CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (C.C.A.S) D'ESCAUTPONT – AVANCE DE TRESORERIE.

Afin de faire face aux dépenses du Centre Communal d'Action Sociale, au cours du 1^{er} trimestre 2012 et avant le vote du Budget Primitif 2012, il convient de prévoir le versement d'un acompte de 10 000,00 € sur la subvention à venir de l'exercice 2012.

Le Conseil Municipal est appelé à délibérer sur l'avance de trésorerie de 10 000,00 €.

Intervention de Monsieur Bénamar TOUATI : Où en est le travail de centralisation ?

Monsieur le Maire : Une réunion des CCAS du Pays de Condé (ESCAUTPONT, FRESNES SUR ESCAUT, CONDE SUR L'ESCAUT, VIEUX CONDE) a eu lieu le 6 Décembre avec pour objectif la présentation du projet de charte concernant l'Insertion.

Ce sont les prémices d'une action Intercommunale.

Madame Patricia Durieux : Bonne perception du CCAS dans la commune.

Monsieur Bénamar TOUATI se félicite de ce regroupement intercommunal dans le domaine de l'insertion et de la mise en place du micro crédit.

Vote : pour à l'unanimité.

3. DESAFFECTATIONS DE CREDITS.

Il est nécessaire d'apporter deux modifications au budget de l'exercice en cours :

1/Chapitre : 67 « charges exceptionnelles » Compte 673 : Titres annulés (sur exercices antérieurs)

Les crédits inscrits sur ce chapitre sont insuffisants pour passer une écriture de réduction de titres de l'année 2010 – remboursement des frais de fonctionnement des Espaces Numériques de Proximité par la Communauté d'Agglomération de la Porte du Hainaut.

Modification proposée :

673.020 : + 3 000,00 € (Titres annulés)

61522.020 : - 3 000,00 € - (Entretien et réparations – bâtiments)

2/Opération : « Ateliers municipaux »

Les crédits inscrits sur cette opération sont insuffisants pour régler les dépenses de consolidation de l'immeuble.

Modification proposée :

2135/9223.020 : + 30 000,00 € (Installations générales, agencements, aménagements / ateliers municipaux – dépenses)

2111/9139.824 : - 30 000,00 € (Terrains nus / Acquisition de terrains - dépenses)

Le Conseil Municipal est appelé à approuver ces modifications de crédits au Budget Primitif 2011, telles que détaillées ci-dessus en sections de fonctionnement et d'investissement.

Monsieur le Maire fait un rappel sur l'opération « ateliers municipaux ».

Il faut absolument sécuriser ces bâtiments vétustes qui présentent un danger imminent. Tous les rapports sont alarmants. Il faut absolument mettre nos agents en sécurité, même si cela doit engendrer des dépenses.

Monsieur Bénamar TOUATI : On ne peut pas faire d'économie sur la sécurité des agents. On ne met pas en doute votre position.

Monsieur Francis BERKMANS : Il sera difficile de mener une réflexion aboutie sur l'avenir des ateliers avant 2014. Dans l'attente, un bureau d'études pourrait entamer une réflexion. Compte tenu de l'importance de l'enjeu, il ne faut pas se précipiter.

Monsieur le Maire rappelle les faits.

Il explique les dépenses obligatoires d'un montant d'environ 30 000 € et peut être plus à prévoir pour la mise en sécurité du site.

Vote : pour à l'unanimité

4. INDEMNITE DE CONSEIL AU NOUVEAU RECEVEUR MUNICIPAL.

Par délibération du 11 avril 2008, le Conseil Municipal avait attribué à Monsieur Régis DELBARRE – Responsable du Centre des Finances Publiques de CONDE-SUR-L'ESCAUT une indemnité de conseil.

Par courrier du 17 octobre 2011, la Direction Générale des Finances Publiques – Recette des Finances de VALENCIENNES nous informe, que :

- D'une part, Monsieur Régis DELBARRE – Responsable du Centre des Finances Publiques de CONDE-SUR-L'ESCAUT – est muté au Centre des Finances Publiques de LOOS-LES-WEPPES à compter du 02 novembre 2011.
- D'autre part, Monsieur Jean-Jacques VILLETTE – Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques – est affecté au Centre des Finances Publiques de CONDE-SUR-L'ESCAUT en cette même qualité à compter de la date citée ci-dessus.

A cet effet, le Conseil Municipal doit délibérer afin d'attribuer l'indemnité de conseil à Monsieur Jean-Jacques VILLETTE pour le reste de la durée de mandat du Conseil Municipal.

Le Conseil Municipal est appelé à accorder ladite indemnité à Monsieur Jean-Jacques VILLETTE.

Vote : pour à l'unanimité

5. S.A DU HAINAUT – REAMENAGEMENT DE LA DETTE – GARANTIE D'EMPRUNT.

La Commune avait accepté de garantir les emprunts de diverses opérations du bailleur social S.A du Hainaut.

Aujourd'hui, la S.A du Hainaut a sollicité de la Caisse des Dépôts et Consignations, le réaménagement de ces DEUX contrats de prêts, par le biais d'un regroupement sous la forme d'un contrat de compactage, selon les nouvelles caractéristiques financières suivantes :

- Date d'effet du réaménagement :	1 ^{er} mai 2011.
- Montant total réaménagé : (<u>1 161 794,05 €</u> + 35 906,99 € ¹)	1 197 701,04 €.
- Intérêts compensateurs refinancés :	35 906,99 € ¹ .
- Date de première échéance :	25 mars 2012.
- Périodicité des échéances :	Annuelle.
- ² Durée centrale de remboursement du prêt (en nombre d'échéances) :	20 ans.
- ² Durée maximale de remboursement du prêt	25 ans.
- Nature du taux :	Révisable.
- Index de révision :	taux livret A.
- Marge fixe sur index :	1,20 %.
- Taux d'intérêt actuariel annuel :	2,95 %.
- Taux d'intérêt périodique de l'échéance :	2,95 %.
- Taux annuel de construction du prêt :	3,60 %.
- Taux effectif Global :	2,95 %.

La S.A du Hainaut demande donc à la Commune de garantir cet emprunt réaménagé. Cette garantie annule et remplace celles précédemment accordées.

Le Conseil Municipal est appelé à autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents concernant la nouvelle garantie d'emprunt.

² *Cette durée est indexée selon le taux d'intérêt du livret « A » et le taux annuel de construction du prêt sans pouvoir excéder de plus ou moins 5 ans la durée centrale.*

Monsieur Gérard DECHY veut savoir ce que le Groupe GHI avait à gagner dans le réaménagement de ces deux prêts, hormis une prolongation de 4 années de la garantie d'emprunt incombant à la commune.

Vote : pour à l'unanimité

6. ASSOCIATION FOOTBALL CLUB ESCAUTPONT (A.F.C.E) – SUBVENTION « ATELIERS SPORTIFS ».

Lors du vote du Budget Supplémentaire du 04 novembre 2011, le Conseil Municipal n'a pas alloué la subvention « ATELIERS SPORTIFS » à l'Association Football Club ESCAUTPONT, celle-ci n'ayant pas fourni ses heures de participation.

Aujourd'hui ladite Association nous transmet les heures suscitées.

Subséquemment, le Conseil Municipal est appelé à allouer à ladite association la subvention « ATELIERS SPORTIFS » d'un montant de 137,16 €.

Les élus membres de cette Association ne prennent pas part au vote

Monsieur Gérard DECHY s'est interrogé croyant que cette subvention avait été votée lors du Budget Supplémentaire.

Vote : pour à l'unanimité.

7. ASSOCIATION « ESCAUTPONT JADIS » - SUBVENTION EXCEPTIONNELLE

POINT RETIRE

8. SOCIETE « AVENIR » ET SOCIETE « JC DECAUX MOBILIER URBAIN » (ENTREPRISES DE PUBLICITE) – AVENANT DE TRANSFERT DE LA CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC.

La Société Avenir est titulaire d'une convention d'occupation du domaine public avec la Commune en date du 6 juillet 2004. Ce contrat précise dans son article 9 qu'Avenir peut céder librement, tout ou partie de sa concession à toute société du Groupe JC Decaux, après avoir informé préalablement la Ville par écrit.

Par courrier en date du 26 septembre 2011, AVENIR indique que le groupe JC DECAUX envisage de procéder à une réorganisation interne simplificatrice de ses structures juridiques au profit de sa filiale JC DECAUX MOBILIER URBAIN, déjà détentrice de la quasi-totalité des contrats de mobilier urbain du groupe en France.

Cette réorganisation interne prendra effet au 31 Décembre 2011.

Tous les autres articles de la convention d'occupation du domaine public du 6 Juillet 2004 sont maintenus.

A cet effet, Le Conseil Municipal doit valider l'avenant de transfert de dénomination et autoriser Monsieur le Maire à le signer.

Vote: pour à l'unanimité

**9. IMMEUBLE SIS A ESCAUTPONT – 38, RUE DU VIEUX CIMETIERE APPARTENANT A LA COMMUNE -
CESSION A MONSIEUR LISICKI JEROME ET SON EPOUSE NEE LEBRUN SEVERINE.**

Par acte administratif en date du 12 avril 1991, la Commune a acquis l'immeuble d'habitation sis, 38, rue du Vieux Cimetière à ESCAUTPONT, parcelle cadastrée section AI n°256.

Cet immeuble a fait l'objet d'une réhabilitation complète réalisée par l'Association ESPOIR dans le cadre d'un bail emphytéotique d'une durée de 18 ans, conclu le 14 octobre 1992.

A l'extinction dudit bail, soit le 14 octobre 2010, la Ville a récupéré l'intégralité des droits réels sur l'immeuble.

Ledit logement a été estimé « libre d'occupation » par le Service des Domaines, au montant de 55 000,00 euros.

Monsieur LISICKI Jérôme et son épouse née LEBRUN Séverine, domiciliés à ESCAUTPONT – n°8, Place Emile Tabary, ont fait une proposition d'achat au montant estimé des Domaines 55 000 euros (hors frais de notaire).

La vente de l'immeuble serait confiée à l'Etude de Maître Vivien STREIFF et Caroline LE CABEC – SIGUOIRT, notaires à CONDE SUR L'ESCAUT – 10 Place Verte.

Par conséquent, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'approuver la cession de l'immeuble sis 38, rue du Vieux Cimetière à Monsieur LISICKI Jérôme et son épouse née LEBRUN Séverine,
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'acte et tout document se rapportant à cette affaire.

Monsieur Gérard DECHY : Je voterai contre « ce ne sera pas une surprise ! »

**Vote pour : 24
contre : 3**

**10. TRAVAUX « RENOVATION DU TERRAIN SYNTHETIQUE – SIS STADE MUNICIPAL « LEO LAGRANGE »
– RUE DES HAYEES » - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE « LA PORTE DU HAINAUT » -
DEMANDE DE FONDS DE CONCOURS – PLAN DE FINANCEMENT.**

Dans le cadre du projet repris en objet, la Commune peut bénéficier d'un fonds de concours de la Communauté d'Agglomération de « LA PORTE DU HAINAUT » (C.A.P.H) sur la part à charge de l'autofinancement communal.

Afin que les services de la C.A.P.H procèdent à la mise en œuvre effective des actes permettant le versement de ce Fonds de Concours, le Conseil Municipal est appelé :

- D'une part, à délibérer sur le plan de financement T.T.C suivant (Tableau spécifique pour les Fonds de Concours C.A.P.H) :

OPERATION « TRAVAUX RENOVATION DU TERRAIN SYNTHETIQUE – SIS STADE MUNICIPAL « LEO LAGRANGE » – RUE DES HAYEES »

DEPENSES		RECETTES	
Coût des travaux de rénovation du terrain synthétique	97 529,58 €	Subvention – Conseil Général du Nord	48 764,79 €
		Subvention - Réserve Parlementaire	5 000,00 €
Mission de Maîtrise d'œuvre	4 000,00 €	FCTVA (15,482 % du T.T.C)	18 799,70 €
SOUS-TOTAL	101 529,58 €	Autofinancement communal	48 864,89 €
TVA 19,6 %	19 899,80 €	Fonds propres	
TOTAL T.T.C DU PROJET	121 429,38 €	TOTAL DES RECETTES	121 429,38 €

Fonds de concours maximum pouvant être attribué par la C.A.P.H (maximum 50 % de l'autofinancement)	24 432,45 €

- D'autre part, à autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents administratifs, juridiques et financiers.

Vote : pour à l'unanimité

11. TRAVAUX « MODERNISATION DES INSTALLATIONS D'ECLAIRAGE PUBLIC » - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE « LA PORTE DU HAINAUT » - DEMANDE DE FONDS DE CONCOURS – PLAN DE FINANCEMENT.

Item que pour le point N° 9, le Conseil Municipal est appelé :

- D'une part, à délibérer sur le plan de financement T.T.C suivant (Tableau spécifique pour les Fonds de Concours C.A.P.H) :

**OPERATION
« TRAVAUX MODERNISATION DES INSTALLATIONS D'ECLAIRAGE PUBLIC »**

DEPENSES		RECETTES	
Coût des travaux de modernisation des installations d'éclairage public	105 408,03 €	FCTVA (15,482 % du T.T.C)	22 628,62 €
Mission de Maîtrise d'œuvre	16 800,00 €		
SOUS-TOTAL	122 208,03 €	Autofinancement communal	123 532,18 €
TVA 19,6 %	23 952,77 €	Fonds propres	
TOTAL T.T.C DU PROJET	146 160,80 €	TOTAL DES RECETTES	146 160,80 €

Fonds de concours maximum pouvant être attribué par la C.A.P.H (maximum 50 % de l'autofinancement)	61 766,09 €

- D'autre part, à autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents administratifs, juridiques et financiers.

Monsieur le Maire précise que ces nouvelles installations sont dotées d'horloges astronomiques et de LEDS.

Madame Béatrice LEVECQUE demande si d'autres tranches de travaux seront réalisées.

Monsieur le Maire précise que dans un premier temps on remplacera les lanternes fonctionnelles et dans un second temps, les lanternes résidentielles.

Vote : pour à l'unanimité

12. TRAVAUX « ENFOUISSEMENT DES RESEAUX DE TELEPHONIE FRANCE TELECOM ET D'ECLAIRAGE PUBLIC – RUES DU PONT ET DU MARAIS » - DEMANDE DE RESERVE PARLEMENTAIRE – PLAN DE FINANCEMENT.

Dans le cadre du projet précité, la Commune peut bénéficier d'une réserve parlementaire d'un montant de : 10 000,00 €.

In fine, il est nécessaire d'établir le plan de financement qui sera présenté en Hors Taxes.

TRAVAUX D'ENFOUISSEMENT DES RESEAUX DE TELEPHONIE FRANCE TELECOM ET D'ECLAIRAGE PUBLIC RUES DU PONT ET DU MARAIS

PLAN DE FINANCEMENT HORS TAXE

DEPENSES HT		RECETTES	
Coût des travaux d'enfouissement des réseaux de téléphonie FRANCE TELECOM et d'éclairage public – Rues du Pont et du Marais	63 978,70 €	Réserve Parlementaire	10 000,00 €
Mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage	3 750,00 €	Part de la commune - Fonds Propres	57 728,70 €
MONTANT HORS TAXE DU PROJET	67 728,70 €	MONTANT DES RECETTES	67 728,70 €

Le Conseil Municipal est appelé à :

- Valider le plan de financement précité.
- Solliciter la réserve parlementaire d'un montant de 10 000 €.
- Autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Monsieur Gérard DECHY ne comprend pas l'utilité de diviser les réserves parlementaires.

Monsieur le Maire explique que les 3 réserves parlementaires émanent de 3 donateurs différents.

Vote : pour à l'unanimité

13. TRAVAUX « ENFOUISSEMENT DES RESEAUX DE TELEPHONIE FRANCE TELECOM ET D'ECLAIRAGE PUBLIC – RUES DU PONT ET DU MARAIS » - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE « LA PORTE DU HAINAUT » - DEMANDE DE FONDS DE CONCOURS – PLAN DE FINANCEMENT.

Item que pour les points N° 10 et 11, le Conseil Municipal est appelé :

- D'une part, à délibérer sur le plan de financement T.T.C suivant (Tableau spécifique pour les Fonds de Concours C.A.P.H) :

**OPERATION
« TRAVAUX ENFOUISSEMENT DES RESEAUX DE TELEPHONIE FRANCE TELECOM ET D'ECLAIRAGE PUBLIC – RUES DU PONT ET DU MARAIS »**

DEPENSES		RECETTES	
Coût des travaux d'enfouissement des réseaux de téléphonie FRANCE TELECOM et d'éclairage public – Rues du Pont et du Marais	63 978,70 €	Subvention – Réserve Parlementaire (cf point N° 12)	10 000,00 €
Mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage	3 750,00 €	FCTVA (15,482 % du T.T.C)	12 540,97 €
SOUS-TOTAL	67 728,70 €	Autofinancement communal	58 462,56 €
TVA 19,6 %	13 274,83 €	Fonds propres	
TOTAL T.T.C DU PROJET	81 003,53 €	TOTAL DES RECETTES	81 003,53 €

Fonds de concours maximum pouvant être attribué par la C.A.P.H (maximum 50 % de l'autofinancement)	29 231,28 €

- D'autre part, à autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents administratifs, juridiques et financiers.

Vote : pour à l'unanimité

14. ECOLE MATERNELLE BRUNEHAUT - PROJET « INSTALLATION D'UN PREFABRIQUE EN REMPLACEMENT D'UN PREFABRIQUE OBSOLETE « SALLE DE REPOS » » - DEMANDE DE RESERVE PARLEMENTAIRE – PLAN DE FINANCEMENT.

Dans le cadre du projet précité, la Commune peut bénéficier d'une réserve parlementaire d'un montant de : 15 000,00 €.

In fine, il est nécessaire d'établir le plan de financement prévisionnel Hors Taxes suivant :

**INSTALLATION D'UN PREFABRIQUE EN REMPLACEMENT D'UN PREFABRIQUE OBSOLETE
« SALLE DE REPOS » - ECOLE MATERNELLE BRUNEHAUT
PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL HORS TAXE**

DEPENSES HT		RECETTES	
Travaux d'installation du préfabriqué	110 000,00 €	Réserve Parlementaire	15 000,00 €
Aléas 5 %	5 500,00 €		
Maîtrise d'œuvre	3 900,00 €	Part de la commune - Fonds Propres	104 400,00 €
MONTANT HORS TAXE DU PROJET	119 400,00 €	MONTANT DES RECETTES	119 400,00 €

Le Conseil Municipal est appelé à :

- Valider le plan de financement précité.
- Solliciter la réserve parlementaire d'un montant de 15 000 €.
- Autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Madame Béatrice LEVECQUE s'interroge sur la date de réalisation des travaux de remplacement du dortoir de l'Ecole Maternelle Brunehaut.

Monsieur le Maire : nous attendons la réponse de Monsieur le Sous-Préfet, quant à notre demande de Subvention D.E.T.R (Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux), cette opération devrait être programmée pour l'année 2012.

Vote : Pour à l'unanimité

15. ECOLE PRIMAIRE CENTRE – CLASSE PUPITRE - PROJET « REMPLACEMENT DU MATERIEL INFORMATIQUE » - DEMANDE DE RESERVE PARLEMENTAIRE – PLAN DE FINANCEMENT.

Dans le cadre du projet précité, la Commune peut bénéficier d'une réserve parlementaire d'un montant de : 15 000,00 €.

In fine, il est nécessaire d'établir le plan de financement prévisionnel Hors Taxes suivant :

**CLASSE PUPITRE - PROJET « REMPLACEMENT DU MATERIEL INFORMATIQUE »
ECOLE PRIMAIRE CENTRE
PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL HORS TAXE**

DEPENSES HT		RECETTES	
Coût matériel informatique	38 000,00 €	Réserve Parlementaire	15 000,00 €
		Part de la commune - Fonds Propres	23 000,00 €
MONTANT HORS TAXE DES DEPENSES	38 000,00 €	MONTANT DES RECETTES	38 000,00 €

Le Conseil Municipal est appelé à :

- Valider le plan de financement précité.
- Solliciter la réserve parlementaire d'un montant de 15 000 €.

Autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Intervention de Monsieur Francis BERKMANS

Monsieur Francis BERKMANS : ce matériel doit-il être remplacé ?

Monsieur le Maire : pour la rentrée de Septembre 2012

Monsieur Hubert LENYS : ce remplacement se justifie, le matériel est en panne tous les jours.

Monsieur le Maire : l'Education Nationale, nous est toujours redevable des 11 000,00 € qu'elle nous avait promis sur le 1^{er} projet de Classe Pupitre.

Monsieur Francis BERKMANS envisage de solliciter la CAPH pour une aide financière ou un groupement de commande qui permettrait de bénéficier d'une réduction de prix. La réponse nous sera donnée dans les 6 mois.

Monsieur Gérard DECHY, selon ses sources : l'UGAP pratiquerait les meilleurs prix (-20 % en cas de commande groupée).

Monsieur Francis BERKMANS : ta réflexion est justifiée. Cependant, je m'aperçois que l'on a toujours tort de faire les choses trop tôt (Pour exemple : Dotations d'Espaces Numériques de Proximité, Participation à la réhabilitation des Eglises dans les communes membres de la CAPH)

Monsieur Hubert LENYS regrette le manque de suivi du dispositif « KWARTZ ».

Vote : pour à l'unanimité

16. CESSION AU BAILLEUR SOCIAL « VAL HAINAUT HABITAT » DES PARCELLES CADASTREES SECTION AI N° 227 ET 228 APPARTENANT A LA COMMUNE – DELIBERATION DE PRINCIPE.

Le bailleur social « Val Hainaut Habitat » souhaite construire un béguinage d'environ 15 logements à destination des personnes âgées, afin de parfaire l'opération d'urbanisation qu'elle avait engagée dans le Quartier « Pas-de-l'Ayau ».

Cette opération pourrait être réalisée sur des terrains appartenant pour partie à Val Hainaut Habitat, à la Commune et à un particulier, au bas de la rue Yves Montand.

Les parcelles cadastrées section AI n° 227 (230 m²) et n° 228 (258 m²) appartenant à la Commune et nécessaires au projet précité doivent faire l'objet d'une délibération de principe qui permettra à Val Hainaut Habitat d'engager une étude de faisabilité.

Le Conseil Municipal est appelé à délibérer sur le principe de ladite cession.

Monsieur le Maire informe l'assemblée que Monsieur Gérard DECHY, avant l'ouverture de la séance du Conseil Municipal, a été chargé de déposer une lettre à l'intention des membres de l'assemblée. Celle-ci émane de Mademoiselle Janine PETIT – Conseillère Régionale. Il précise qu'il en donnera lecture après le vote de ce point.

Monsieur Gérard DECHY s'interroge sur le devenir des propriétés de la famille « LEHELLE » contigües du projet.

Monsieur le Maire répond que des propositions sont en cours.

Monsieur Gérard DECHY explique qu'il a été lui-même alerté par un membre de la famille « LEHELLE » concernant cette opération. Il précise qu'il ne souhaite pas s'opposer au projet de la famille « LEHELLE ».

Monsieur le Maire souligne que Monsieur Jackie LEHELLE l'a contacté lui précisant qu'il n'était pas hostile audit projet.

Monsieur Gérard DECHY : Je sais, Monsieur LEHELLE m'a contacté avant toi et c'est moi qui l'ai renvoyé sur toi.

Vote : pour à l'unanimité

QUESTION PREALABLE

A- CESSION A LA SOFIM DES PARCELLES CADASTREES SECTION AC N° 200, 393, 509 ET 515 SISES RUE GHESQUIERE APPARTENANT A LA COMMUNE – DELIBERATION DE PRINCIPE

La société SOFIM Aménagement, promoteur-constructeur souhaite réaliser environ 23 logements en accession à la propriété et 48 lots « libres ».

Cette opération pourrait être réalisée sur des terrains appartenant à la Commune.

Leur cession doit faire l'objet d'une délibération de principe qui permettra à la Société SOFIM Aménagement d'engager les démarches correspondantes.

Le Conseil Municipal est appelé à délibérer sur le principe de ladite cession.

Monsieur le Maire introduit le débat en détaillant le programme de lotissement :

L'opération comprend environ la construction de 23 logements en accessions à la propriété et 48 lots libres.

Chaque maison serait individuelle, il n'y aurait pas de mitoyenneté, elles seraient dotées d'une cuisine équipée, le terrain serait clôturé et ensemené. Ces logements seraient vendus entre 150 000,00 € et 170 000,00 €.

Monsieur Gérard DECHY intervient sur l'éventuelle sortie « piétonne » Rue Ghesquière. En effet, il estime que la Commune a investi beaucoup d'argent dans le déplacement du poste EDF qui encombrait l'accès au futur projet et les échanges d'emprises foncières. Il considère en outre l'opération trop dense et s'inquiète des flux de circulation à venir.

Monsieur le Maire rappelle que cette entrée devrait conserver un aspect naturel et verdoyant. Cependant le projet n'est absolument pas figé, il fera encore l'objet de réunion de concertation.

Monsieur Gérard DECHY : Nous verrons ! Car nous n'avions pas pu rediscuter de l'entrée du projet VILOGIA Rue Henri Durre.

**Vote : Pour 24
Contre 3**

QUESTIONS DIVERSES

Monsieur le Maire informe que l'étude FDAN (Fonds Départemental pour l'Aménagement du Nord) concernant la rue du Pont, rue du Marais sera présentée le 12 Janvier 2012, lors d'une réunion publique.

Monsieur le Maire annonce la réalisation de travaux futurs concernant :

- Cité Thiers – Réhabilitation et Résidentialisation.
- Cité Saint Jean – Résidentialisation.

Monsieur le Maire ajoute que ces travaux feront l'objet d'une réunion publique avec le bailleur « MAISONS ET CITES ».

Monsieur Francis BERKMANS souhaite connaître le montant des subsides réservés à ces travaux par l'ANRU (Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine) et le Bailleur, compte tenu de la forte implication financière de la Commune pour le maintien du cadre de vie des habitants de ces cités.

Le chantier de Réhabilitation et Résidentialisation « Résidence La Pastorale », initié par le bailleur GHI est terminé. Concernant les Espaces publics de la Commune, une réunion publique a eu lieu afin de présenter le projet aux habitants. Quelques observations ont été formulées, elles seront prises en compte. Hormis ces remarques, les résidents ont apprécié cette future opération destinée à améliorer leur quotidien.

Le Samedi 17 Décembre aura lieu une opération de soutien à SEVELNORD à 11h. Pose d'une banderole.

Le prochain Conseil Municipal est prévu pour le 26 janvier 2012.

Monsieur Gérard DECHY : Le 26 Janvier, je ne suis pas libre. Peut-on changer ?

Au Marché de Noël, le téléthon a fait un succès ; plus de 2000 euros récoltés grâce à la participation des Associations et de l'opération « Les parapluies de l'Espoir » porté par le FPH. (3 fois plus que l'année dernière).

Monsieur le Maire donne lecture de la lettre de Madame Janine PETIT.

Monsieur Gérard DECHY explique le principe de l'opération 100 000 logements du Conseil Régional (30 000 € / logement) évoqué dans la lettre de Mademoiselle PETIT.

Monsieur Francis BERKMANS précise que la CAPH intervient déjà en donnant une prime aux primo accédants et accorde des prêts à 0%. Elle aide également à la réhabilitation des logements anciens.

Monsieur Gérard DECHY : les actions à destination du logement sont des choix politiques. Il affirme qu'aujourd'hui, à la vitesse où sont réhabilités les logements, il faudrait 150 ans, pour être en conformité avec le Grenelle de l'Environnement et qu'il y a urgence à ce que des décisions européennes soit prises.

Monsieur Gérard DECHY : Fait-on encore des campagnes de dératisation ?

Monsieur le Maire : Non, ça ne se fait plus mais on peut venir en mairie chercher des produits.

Madame Evelyne LEGRAND nous informe que des places sont disponibles pour aller au cirque à 11 euros au lieu de 13 euros prix public. C'est l'Office Municipal des Loisirs, de la Culture et des Fêtes qui met les 2 euros.

Madame Evelyne LEGRAND nous informe aussi que des places sont disponibles pour la pièce de Théâtre qui aura lieu le 20 janvier à la Salle des Fêtes à 20h sur réservation au prix de 6 euros.

Enfin, Madame Evelyne LEGRAND souligne qu'une opération de plantation de 30 arbres fruitiers offerts par la CAPH, se déroulera sur les terrains communaux de la Rue Ghesquièrre. Cette action sera réalisée par des élèves de chaque école primaire de la Commune.